



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/18157
13 juin 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
CHINOIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

A la suite des consultations qu'il a tenues avec les membres du Conseil, le Président du Conseil de sécurité a fait, au nom du Conseil, lors de la 2690ème séance du Conseil de sécurité, le 13 juin 1986, la déclaration suivante à l'occasion de l'examen par le Conseil de la question intitulée "Question de l'Afrique du Sud" :

"Les membres du Conseil de sécurité, à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire du massacre brutal perpétré par le régime d'apartheid d'Afrique du Sud contre le peuple africain à Soweto, tiennent à rappeler la résolution 392 du 19 juin 1976, dans laquelle le Conseil de sécurité condamne vigoureusement le Gouvernement sud-africain pour avoir recouru à des actes de violence massive et au meurtre d'Africains, y compris des écoliers, des étudiants et autres, qui marquaient leur opposition à la discrimination raciale. Ils sont convaincus que la répétition de ces événements tragiques aggraverait encore la menace déjà sérieuse que la situation en Afrique du Sud présente pour la sécurité de la région et pourrait avoir, au-delà, des conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Ils condamnent la politique et l'ensemble des mesures répressives qui ne font que perpétuer le système d'apartheid, en particulier la récente instauration de l'état d'urgence sur toute l'étendue du territoire, l'arrestation et la détention de milliers de personnes engagées dans la lutte contre l'apartheid. Ils demandent instamment la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes détenues à ce titre. Ils demandent notamment la levée immédiate de l'état d'urgence pour permettre la commémoration du dixième anniversaire du massacre de Soweto sans aucune ingérence provocatrice ni intimidation de la part de la police et des forces militaires.

A cet égard, les membres du Conseil, résolus comme ils le sont à œuvrer pour une solution juste et équitable qui éliminera complètement l'apartheid et évitera de nouvelles souffrances humaines en Afrique du Sud, avertissent le Gouvernement sud-africain qu'il sera tenu pleinement responsable de toute violence, effusion de sang, perte de vie humaine, blessure, ou dommage matériel qui pourrait résulter d'actes de répression et d'intimidation à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire du massacre de Soweto.

Les membres du Conseil de sécurité réaffirment la légitimité de la lutte que mène le peuple opprimé d'Afrique du Sud pour l'élimination totale de l'apartheid et rappellent les résolutions antérieures demandant au régime raciste d'Afrique du Sud d'abolir l'apartheid et d'établir une société démocratique non raciale fondée sur le régime de la majorité, grâce à l'exercice libre et entier par la population tout entière du suffrage universel des adultes dans une Afrique du Sud unie et non fragmentée."

